



Dans tous les secteurs les salaires stagnent et les conditions de travail se détériorent. Alors que la fatigue et le ras-le-bol s'étendent sur nos lieux de travail, le gouvernement entend remettre à l'ordre du jour la réforme des retraites et refuse de prendre de véritables mesures générales pour garantir des hausses de salaire pour toutes les catégories de travailleurs-ses.

Pour les agent-es de la Fonction publique, la revalorisation du 1er juillet de 3.5 % du point d'indice, est déjà bien entamée : avec une inflation qui a augmenté de 5.8 % sur un an et une perte de pouvoir d'achat accumulée depuis des années, cette revalorisation est bien en deçà des besoins pour préserver notre pouvoir d'achat.

A Bercy, nous exigeons l'ouverture de négociations (comme elles ont déjà été menées dans d'autres secteurs aux Finances -Banque de France, Caisse des dépôts et consignations) pour sortir des seules augmentations individuelles et discrétionnaires proposées par le ministère.

IL EST URGENT DE GAGNER UNE AUGMENTATION GÉNÉRALISÉE DES SALAIRES PAR :

- » L'indexation automatique de la valeur du point d'indice sur le coût de la vie.
- » Des mesures immédiates de rattrapage de la perte de valeur du point (15% depuis 2010, 25% depuis 2000), par le versement de 300€ pour tous-tes soit 65 points d'indice.
- » L'intégration des primes ayant un caractère de complément de salaire dans le traitement brut.
- » la revalorisation des filières majoritairement féminines pour l'égalité salariale.
- » des plans de qualification ambitieux avec des promotions étudiées lors de CAP pour plus de transparence
- » Pour les non fonctionnaires : construire de nouvelles grilles de qualifications et de salaires sur le principe d'un début de grille à minima au niveau du SMIC revendiqué à 2000€ brut

Retraites : travailler plus longtemps dans ces conditions ? Impossible !

Rappelons que :

- L'espérance de vie en bonne santé stagne à 64 ans.
- Seules 38 % des personnes de plus de 60 ans sont aujourd'hui en emploi. Reporter l'âge de départ fera chuter les pensions qui sont déjà de plus en plus faibles du fait des précédentes réformes.
- Réduire les droits à la retraite solidaire contraindra les travailleurs-ses à se tourner vers l'épargne retraite, créant une manne de spéculation à la main des banques et des assurances.

La première ministre a annoncé la relance de la réforme des retraites enterrée sous le précédent quinquennat grâce à la mobilisation. Patronat et gouvernement veulent augmenter la durée de cotisation ou l'âge légal de départ à la retraite pour nous faire travailler plus longtemps.

Nous voulons la retraite à 60 ans avec 75 % du dernier salaire.

Pour la financer il faut instaurer l'égalité salariale entre les femmes et les hommes, taxer les dividendes, mettre à contribution l'intéressement, la participation et l'épargne salariale, et augmenter les cotisations patronales.

Au travail et dans la rue, prenons la main !

Seul·e·s, nous sommes enfermé·e·s dans le "se soumettre ou se démettre". Collectivement nous pouvons changer la donne !

Dans le contexte économique actuel, les missions des administrations de Bercy et des établissements du semi-public, doivent être immédiatement renforcées.

Le 29 septembre 2022, la fédération des Finances CGT appelle à la grève et à participer massivement aux manifestations pour gagner la hausse de nos salaires et de nos retraites, l'amélioration de nos conditions de travail, des moyens pour les services publics et pour répondre, sur nos lieux de travail, aux défis sociaux et environnementaux auxquels nous devons faire face.

Alors le 29, tous et toutes mobilisés !

fichiers:



[Télécharger tract_29_sept-fd-1.pdf](#) (305.97 Ko)

Public: [Infos / actions](#)
[Luttes 2022](#)

- [=A](#)
- [±A](#)
- [Version imprimable](#)
- [version PDF](#)

Leave this field blank